

<b>Source name</b>	Mercredi 20 mars 2024
Le Moniteur Acadien (Shédiac, NB)	Le Moniteur Acadien (Shédiac, NB)
<b>Source type</b>	• p. 24
Press • Newspapers	• 866 words
<b>Periodicity</b>	
Weekly	
<b>Geographical coverage</b>	
Local	
<b>Origin</b>	
Shediac, New Brunswick, Canada	



# L'AVENIR FRANCOPHONE PASSE PAR L'ÉDUCATION TOUT AU LONG DE LA VIE

Eya Ben Nejm

**F**RANCOPRESSE – LORS DU PREMIER SOMMET NATIONAL SUR L'APPRENTISSAGE POUR LA FRANCOPHONIE CANADIENNE, PRÈS DE 300 PARTICIPANTS SE SONT ENGAGÉS À ASSURER L'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE DES FRANCOPHONES EN MILIEU MINORITAIRE, POUR LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS ET ASSURER LA SURVIE DE LA LANGUE.

Du 4 au 6 mars, le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences (RESDAC) a accueilli des établissements éducatifs, des organismes communautaires et des institutions gouvernementales au Centre national des Arts d'Ottawa.

Ils ont participé à des tables rondes, des panels et diverses discussions sur l'apprentissage tout au long de sa vie.

Dans une déclaration finale, les signataires «s'engagent à inscrire l'apprentissage tout au long de la vie et le développement des compétences dans leur démarche d'épanouissement personnel, tout en contribuant à transformer

leur milieu de travail en organisation apprenante et leur milieu de vie en communautés apprenantes».

**RISQUE DE MARGINALISATION** «Ne pas permettre une éducation équitable, cet accès équitable à l'éducation, menace essentiellement la cohésion sociale», prévient Yves-Gérard Méhou-Loko, le secrétaire général de la Commission canadienne pour l'UNESCO. Selon lui, il est nécessaire de nos jours de comprendre le fonctionnement de la société.

Il y a «des éléments dont nous avons besoin pour être en mesure de nous émanciper en tant que personnes dans le Canada du XXI<sup>e</sup> siècle», comme connaître le fonctionnement d'une démocratie et les bases de la gestion financière, a-t-il ajouté.

François Larocque, professeur de droit à l'Université d'Ottawa et titulaire de la chaire de recherche en droit et enjeux linguistiques, encourage quant à lui les gens à prendre connaissance de leurs droits pour pouvoir «jouer pleinement des avantages de la citoyenneté». Notamment les droits de nature civique et politique, comme «le droit de vote, le

droit de mobilité, le droit à l'égalité, le droit à la vie, la sécurité de la personne», énumère-t-il.

Pour M. Méhou-Loko, il est important de posséder ces éléments pour saisir les subtilités et mieux comprendre le monde qui nous entoure, afin d'éviter de participer à la propagation de la désinformation.

**LA COMMUNAUTÉ, UNE SOURCE D'APPRENTISSAGE** La déclaration finale du Sommet mentionne aussi qu'il est attendu du gouvernement qu'il s'engage à renforcer l'apprentissage des francophones en situation minoritaire, ce qui est inscrit dans la nouvelle Loi sur les langues officielles.

L'article 41 (3) de la nouvelle Loi sur les langues officielles stipule que le gouvernement s'engage à assurer l'apprentissage des francophones en contexte formel, mais aussi informel et non formel. La Loi reconnaît donc l'existence d'un apprentissage hors du cadre scolaire.

Pour Josée Vaillancourt, directrice générale de la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF), la mod-

ernisation de la Loi sur les langues officielles «est une grande victoire pour le réseau jeunesse, parce que ça vient ajouter une légitimité, une reconnaissance au rôle que l'on joue dans le développement des compétences chez les jeunes». Le réservoir du savoir ne se remplit pas seulement dans une cour d'école ou au sein d'un amphithéâtre, les personnes continuent d'apprendre en dehors de l'école, comme dans les activités communautaires, les échanges et les expériences gagnées tout au long de sa vie, a rappelé la directrice.

Par exemple, travailler avec les jeunes lui a permis d'apprendre des informations qu'elles ignoraient, témoigne-t-elle.

D'ailleurs, les personnes âgées sont aussi appelées à continuer à développer leurs connaissances, indique Yves-Gérard Méhou-Loko. «Ça leur permet de maintenir des capacités cognitives, par exemple en réduisant certains éléments de vieillissement et en restant actif au sein de sa communauté aussi», précise-t-il.

Mais pour atteindre ces objectifs et encourager les francophones, il est primordial de répondre à leurs besoins en offrant des structures adaptées et en mettant en place des occasions d'apprentissages, a indiqué lors du Sommet Valérie Morand, directrice générale de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF).

**ENCOURAGER UN ACCÈS ÉQUITABLE À L'ÉDUCATION** Mais avant d'en arriver à l'éducation informelle, il faut passer par les écoles. La déclaration met justement en lumière l'importance d'offrir un apprentissage de qualité et d'assurer la vitalité de

l'identité francophone pour répondre à la crise éducative dans le milieu francophone minoritaire.

Yves-Gérard Méhou-Loko considère «inadmissible aujourd'hui de [pouvoir encore] parler d'un accès équitable et inclusif à l'éducation». Les difficultés d'accès à l'éducation en français persistent pour les jeunes francophones en milieu minoritaire. «Dans la grande région de Toronto, nous avons des enfants francophones qui font une heure d'autobus quotidiennement pour pouvoir aller à l'école», déplore le secrétaire général. «Si les écoles [francophones] sont trop loin, c'est dissuasif, on va choisir l'école de quartier», indique Valérie Morand.

En conséquence, plusieurs jeunes peuvent être désintéressés, détachés et décrocher, énumère Yves-Gérard Méhou-Loko.

Pour permettre l'épanouissement des jeunes francophones dans le cadre scolaire, dit formel, il faut commencer par assurer un nombre de places suffisant dans les services en petite enfance, installer des écoles francophones à proximité et offrir de meilleures infrastructures, soutient Valérie Morand.

Francopresse